

Est-ce légal de vendre des ordinateurs avec des logiciels préinstallés ?



Vente d'ordinateurs avec logiciels préinstallés : absence de pratique commerciale déloyale

Par un arrêt du **29 mars 2017**, la Cour de cassation a confirmé l'arrêt de la Cour d'appel de Versailles qui avait condamné, pour pratique commerciale trompeuse, une société qui commercialisait des ordinateurs avec logiciels préinstallés sans indiquer aux consommateurs les conditions d'utilisation de ces logiciels ainsi que leurs caractéristiques principales. En revanche, la Cour a confirmé que « *la vente d'un ordinateur équipé de logiciels préinstallés sans possibilité pour le consommateur de se procurer le même modèle d'ordinateur non équipé de logiciels préinstallés ne constitu[ait] pas, en tant que telle, une pratique commerciale déloyale* ». A cette occasion, elle a rappelé qu'une pratique commerciale n'était trompeuse que si elle omettait une information substantielle, or, selon la Cour, le prix de chacun des logiciels et la possibilité d'acquérir un ordinateur non équipé de logiciels ne constituent pas de telles informations.

Pour lire l'arrêt sur Légifrance

Notre métier : Vous aider à vous protéger des pirates informatiques (attaques, arnaques, cryptovirus...) et vous assister dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Par des actions d'expertises, d'audits, de formations et de sensibilisation dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur
: <https://www.lenetexpert.fr/formations-cybercriminalite-protection-des-donnees-personnelles>



Réagissez à cet article

Source : *Toute l'Actualité juridique des DSI*